

LE MONDE *diplomatique*

> **décembre 2023**, pages 10 et 11, en kiosques

Peurs croisées et instrumentalisation de la mémoire

À la crainte de la résurgence d'une judéophobie violente fait face celle d'une répétition de la Nakba de 1948. Si la prise en compte de ces deux angoisses est nécessaire pour penser la paix, il convient de ne pas oublier que, dans cette guerre, les Palestiniens sont les plus faibles et les moins bien protégés.

PAR SOPHIE BESSIS

AVEC la sanglante incursion du Hamas le 7 octobre sur le territoire israélien et les terribles massacres commis par ses troupes, immédiatement suivis par une riposte israélienne d'une ampleur, d'une durée et d'un coût humain inédits, le conflit israélo-palestinien a changé d'échelle et de nature. Il a peut-être aussi changé d'avenir. Davantage que dans toute autre situation coloniale, la dimension passionnelle de cet affrontement reste, depuis la création de l'État d'Israël en 1948, une donnée politique. On a beaucoup cité la haine. C'est souvent la peur qui l'engendre. Des deux côtés, israélien comme palestinien, la seconde plus que la première structure les mémoires collectives et leurs récits.

On connaît les raisons de la peur juive ancrée dans une histoire multiséculaire de persécutions ayant mené en Europe au judéocide nazi. Dès avant ce dernier, cette angoisse ancestrale a été nourrie par la violence antisémite qui a fini par donner naissance au sionisme, ce nationalisme censé offrir aux Juifs une patrie qui les mettrait à l'abri. À partir de 1948, et surtout à mesure qu'Israël s'est affirmé comme puissance militaire capable de défier le droit international grâce à sa force armée et au soutien sans faille des États-Unis, cet ethos de la peur a semblé se dissiper : Israël était fort, l'État pouvait défendre ses habitants et n'avait rien à craindre de l'hostilité récurrente mais contrôlée de son environnement immédiat. Pour une grande partie des Juifs du monde, même s'ils ne s'y installaient pas, Israël — refuge possible en cas de résurgence antisémite — était une garantie de sécurité, une sorte d'assurance-vie. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles certains d'entre eux ont fait preuve d'une si grande indulgence vis-à-vis de son entreprise de colonisation et de sabotage de toute possibilité d'édification d'un État palestinien, pourtant inclus dans le plan de partage de l'Organisation des Nations unies (ONU) de 1947. Le 7 octobre a bouleversé ce qui était devenu au fil des ans une certitude confortable. Puisque, pour la première fois, le Hamas a frappé à l'intérieur du territoire israélien internationalement reconnu, puisqu'il a pu massacrer des centaines de civils avant qu'une armée réputée invincible soit capable d'intervenir. Il n'y a donc plus de refuge, et les Israéliens renouent avec cette peur juive qui leur était devenue étrangère.

Mais ce que bon nombre d'entre eux ne veulent pas voir, c'est la peur en miroir qu'ils ont suscitée, la peur d'en face. Elle colle à la mémoire de chaque Palestinien depuis la Nakba, cette catastrophe qu'a été l'expulsion sans retour de près de 800 000 d'entre eux. Le nettoyage ethnique perpétré en 1948 par l'État qui naissait à peine, consubstantiel à sa formation, peut d'autant moins être oublié qu'il se poursuit sous diverses modalités. La conquête par Israël en juin 1967 de la totalité de l'ancienne Palestine mandataire et l'entreprise systématique de colonisation qui l'a suivie, tout comme la judaïsation de Jérusalem, proclamée « capitale éternelle » d'Israël, n'ont cessé d'entretenir la crainte des Palestiniens de se voir privés du peu qui leur restait de territoire. L'arrivée au pouvoir en 2021 de la frange la plus extrême de la droite israélienne, ayant pour base électorale les colons de Cisjordanie, a fait de cette peur une compagne quotidienne de ses habitants palestiniens, soumis aux exactions des milices coloniales et aux dépossessions qui les accompagnent. La guerre dont Gaza est le théâtre depuis le 8 octobre a transformé cette peur en panique. L'entreprise israélienne de démantèlement du Hamas, qui se traduit par la destruction méthodique de toute vie possible dans l'enclave, s'accompagne en effet d'un désir de la vider, au moins partiellement, de ses habitants. Leur déportation vers le Sinaï a été un temps envisagée mais se heurte pour l'instant au refus égyptien de les héberger sur son sol. Le déplacement forcé de centaines de milliers d'entre eux à l'intérieur même de Gaza donne une idée de ce que pourrait être leur expulsion massive de ce territoire si Israël est laissé libre d'exécuter le programme de ses extrémistes. Les images de ces foules poussées sur les routes ravivent les plaies du premier exil et en font à juste titre craindre un second.

Itzhak Rabin a vu son effigie déguisée en Führer promenée dans les rues

Chacune de ces deux peurs comporte sa part de vérité puisant aux expériences historiques respectives des deux peuples qui se font face. Pour autant, dans le contexte contemporain, elles ne sont pas équivalentes. Car tout n'a pas commencé le 7 octobre comme les dirigeants israéliens et leurs soutiens tentent d'en persuader les opinions. On ne peut faire oublier qu'il y a dans l'affrontement en cours un occupant et un occupé. Et, alors que l'occupé palestinien n'est protégé par personne, l'occupant israélien dispose d'un arsenal qui met pour l'heure à l'abri son État de tout danger existentiel, quoi qu'en disent ses thuriféraires. Certes, son armée et ses renseignements n'ont pas vu venir l'attaque du Hamas. Pour autant, le déluge de feu qui a frappé Gaza montre que sa force n'a pas été entamée et qu'il compte en user au-delà de toute raison tant qu'un cessez-le-feu définitif n'aura pas été conclu.

L'État israélien est toutefois confronté à un insoluble paradoxe : il doit montrer que sa puissance n'a pas de limites, seul moyen de semer la terreur chez son adversaire, tout en entretenant la peur chez ses citoyens. Il doit être invincible, mais ces derniers doivent à nouveau se sentir menacés par un danger mortel. Le seul outil trouvé pour concilier ces exigences contradictoires est le recours à la mémoire du nazisme et du génocide. Les responsables israéliens l'ont toujours instrumentalisée. Tour à tour, les dirigeants arabes et palestiniens hostiles à Tel-Aviv ou à sa politique, de Gamal Abdel Nasser à Yasser Arafat, ont été traités de « Hitler ». À l'intérieur même du pays, les responsables ayant pris conscience de la nécessité de faire des concessions pour construire la paix ont reçu ce qualificatif infamant et, avant son assassinat par les pairs de ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui, Itzhak Rabin a vu son effigie

déguisée en Führer promenée dans les rues. Depuis le 7 octobre, cette instrumentalisation a atteint des sommets. Il n'est pas une déclaration israélienne qui n'utilise le terme de « pogrom » pour décrire les massacres du Hamas ou qui ne fasse référence aux heures les plus tragiques de l'histoire juive européenne pour unir dans l'effroi d'une catastrophe imminente une société par ailleurs profondément fracturée. Le comble a été atteint avec la décision de l'ambassadeur d'Israël à l'ONU de porter l'étoile jaune dans l'enceinte de l'institution pour dénoncer une sorte de complaisance génocidaire des Nations unies à l'égard de l'antisémitisme. En somme, toute attitude s'éloignant d'un soutien inconditionnel à la politique israélienne relèverait d'un comportement nazi.

Comme à leur ordinaire, au lieu de chercher à calmer le jeu, la plupart des responsables et des faiseurs d'opinion occidentaux abusent eux aussi de ce vocabulaire en usant d'un recours biaisé au passé. Pour insupportables qu'elles soient, les tueries commises le 7 octobre par un mouvement fondamentaliste au logiciel totalitaire de même que le traumatisme subi ce jour-là par Israël ne peuvent être mis sur le même plan que la mémoire de la Shoah. L'histoire, jamais, ne se répète à l'identique. Or les Européens n'en finissent pas de tenter de s'exonérer d'un génocide qu'ils sont les seuls à avoir commis en déplaçant le curseur de son lexique vers le Hamas, érigé en avatar contemporain du nazisme. Personne, parmi les instances du judaïsme européen ou américain, ne s'est élevé contre cette instrumentalisation du martyr passé des Juifs, confinant à l'indécence. La seule voix à l'avoir critiquée est venue — est-ce un hasard ? — du président du mémorial de la Shoah de Jérusalem, M. Dani Dayan, *qui s'est exprimé en ces termes* : « Nous avons été désolés de voir les membres de la délégation israélienne à l'ONU porter une étoile jaune (...). *Cet acte déshonore à la fois les victimes de l'Holocauste et l'État d'Israël. L'étoile jaune symbolise l'impuissance du peuple juif et sa dépendance envers les autres. Aujourd'hui, nous avons un pays indépendant et une armée forte. Nous sommes maîtres de notre destin.* »

Il aurait également pu dire que ces outrances risquent d'aboutir au résultat inverse de celui attendu. Une telle rhétorique a atteint des proportions si délirantes qu'elle est désormais en passe de s'autodétruire car les dirigeants israéliens et leurs pairs occidentaux ne sont désormais plus les seuls à en faire usage. Le siège cruel de Gaza, les milliers de morts civils, les bombardements qui n'épargnent aucun lieu, incitent à de macabres comparaisons, certains n'ayant pas hésité à évoquer le souvenir du ghetto de Varsovie pour qualifier le traitement infligé aux Gazaouis. Progressivement, aux yeux de l'opinion internationale, Israël est ainsi en passe de quitter le camp des victimes pour rejoindre celui des bourreaux. Ses dirigeants n'ont visiblement pas pris la mesure de ce retournement qui risque de compromettre jusqu'à son avenir. Car la seule légitimité dont pouvait jusqu'ici se prévaloir cet État était d'être celui d'un peuple persécuté et de sa descendance. En sapant ce capital, l'hubris israélien ouvre un gouffre dans lequel ce pays risque de tomber. Le désarmement verbal est aussi une condition non seulement de la paix mais de sa survie.

SOPHIE BESSIS
Historienne.

Mot clés: [Racisme](#) [Société](#) [Conflit israélo-palestinien](#) [Israël](#) [Palestine](#)

Cet article est aussi diffusé sous le titre : « Antisémitisme, instrumentalisation d'un fléau ».

